

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 50 (2023)
Heft: 3

Artikel: La Suisse cherche un rôle de médiatrice
Autor: Rutz, Eveline
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1051971>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse cherche un rôle de médiatrice

La Suisse siégera au Conseil de sécurité de l'ONU pendant deux ans. Ce mandat intervient à une période difficile, car la guerre menée par les Russes en Ukraine met sous pression l'organe qui est censé assurer la paix dans le monde.

EVELINE RUTZ

Après le tremblement de terre de février, les Syriens, déjà affectés par la guerre civile dans leur pays, ont longuement attendu de l'aide. Seul un point de passage était ouvert près de la Turquie. Le dirigeant syrien, Bachar el-Assad, avait en effet réclamé que toutes les prestations humanitaires soient délivrées exclusivement par Damas, de sorte à pouvoir les contrôler. «Les personnes dans le besoin ne reçoivent pas suffisamment d'aide», critiquait l'ambassadrice suisse auprès de l'ONU, Pascale Baeriswyl, dans les premiers jours suivant le séisme. Le Conseil de sécurité de l'ONU a fait pression sur le régime syrien, qui a ensuite ouvert deux autres points de passage.

Cet exemple montre ce que le Conseil de sécurité est capable de faire. Il peut atténuer les souffrances humanitaires dans les situations conflictuelles. Depuis le début de l'année, la Suisse siège au sein de l'organe. Pascale Baeriswyl y rapporte les positions de la Suisse lors des séances quotidiennes. Cette diplomate chevronnée dirige depuis 2020 la mission permanente de la Suisse au

siège de l'ONU, à New York. Le mandat de la Suisse au Conseil de sécurité durera jusqu'en 2024. D'après Ignazio Cassis, ministre des affaires étrangères, elle aura «un rôle important» à jouer en raison de son expérience de pays pacifique et multiculturel, défendant des valeurs comme la liberté, la démocratie et l'état de droit.

L'ombre de la guerre en Ukraine

La Suisse est l'un des dix membres non permanents du Conseil de sécurité. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Chine en sont les influents membres permanents. Ils disposent d'un droit de veto, peuvent ainsi bloquer des décisions et n'ont pas été sanctionnés de manière limitée.

Cela a été rappelé en février 2022, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine. Le Conseil de sécurité a dû faire face au fait qu'un de ses membres principaux passe outre les principes centraux de l'ONU et viole le droit international. Des critiques se sont élevées pour dénoncer l'inutilité de l'organe, inapte à remplir la mission

pour laquelle il a été créé: garantir la paix dans le monde. Et le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré que le monde était au bord du gouffre et allait dans la mauvaise direction. Plusieurs pays ont demandé à Vladimir Poutine de mettre fin au carnage et condamné la Russie en paroles, n'ayant nul autre moyen d'action.

«La fonction préventive est limitée»

La marge de manœuvre du Conseil de sécurité est effectivement limitée. Il peut décréter des sanctions économiques et diplomatiques et lancer des opérations militaires si certains de ses membres mettent des soldats à sa disposition.

«Cependant, il est vrai qu'il ne remplit pas assez bien son mandat principal, qui est d'éviter la guerre», a déclaré Pascale Baeriswyl à la chaîne de médias suisse SRF. C'est regrettable, mais la fonction préventive du Conseil de sécurité est limitée. Néanmoins, a ajouté la diplomate, il est toujours en mesure d'atténuer les dommages. Ainsi, il a déjà sauvé la vie de millions de personnes grâce à des corridors humanitaires.

«Neutralité ne signifie pas absence de solidarité»

La Suisse s'est fixé quatre axes de travail pour les deux ans de son mandat: la paix durable, la protection des populations civiles, le renforcement de l'efficience de l'organe et la sécurité climatique. La Suisse est liée aux valeurs de l'ONU, a déclaré Ignazio Cassis en automne à New York. Elle condamne donc fermement l'agression russe en Ukraine. La Suisse est neutre, mais «neutralité ne signifie pas absence de principes et de solidarité.»

